

Revue de presse

Analyses Economiques

Nos rubriques

- Air France
- Compagnies aériennes
 - Low Cost
- Transport aérien et aéroports
 - Aéronautique
 - Energie
 - Tourisme
 - Croissance
 - Conjoncture
 - Politique Economique
- Etat et secteur public
- Entreprises
- Politique sociale
 - Social
 - Syndicats
- Economies Internationales
- Union Européenne

AIR FRANCE

Les Echos 18/06 «Air France prêt à recourir au temps partiel»

D'après le "JDD" du 17 juin, Air France, qui traverse actuellement une zone de turbulences, envisagerait de proposer à son personnel navigant du temps partiel pour résoudre ses problèmes de sureffectifs si jamais les départs volontaires et naturels s'avéraient insuffisants. La compagnie aérienne, qui veut réduire ses coûts de 2 milliards d'euros d'ici à 2015, doit annoncer jeudi une estimation précise de ses sureffectifs et les mesures pour y remédier. La CFE-CGC avait déjà indiqué s'attendre à la suppression d'environ "5 000 postes d'ici à 2015" soit près de 10 % de l'effectif actuel. En 2009, la compagnie avait déjà supprimé presque 4 500 postes par le biais d'un programme de départs volontaires dont le succès auprès des navigants a été mitigé.

Le Figaro 18/06 «Air France à la reconquête de ses clients business»

(Article signé Valérie Collet)

En perte de vitesse face aux compagnies asiatiques et moyen-orientales, Air France a décidé de reprendre l'offensive en ouvrant notamment à Roissy son plus grand "lounge" affaires. D'une superficie de 3 000 m² (d'une capacité de 620 personnes), le Satellite 4 offre à sa clientèle affaires de nouvelles prestations : offre de restauration plus étoffée, des massages et soins esthétiques prodigués gratuitement... Air France a cherché à reproduire l'ambiance d'un parc où l'on se détend. "Notre plan de transformation ne se limite pas à un plan de réduction de coûts, explique Bruno Matheu, directeur général délégué commercial d'Air France. Il va de pair avec un repositionnement de tous les produits et services pour retrouver le meilleur niveau de la compétition. Nos salons, la première et business de CDG représentent un point de départ. Nous offrons ce qui se fait de mieux dans ce domaine".

La Tribune 18/06 Air France, les coulisses du plan de départs volontaires»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

Les discussions vont bon train à Air France entre la direction et les syndicats. Elles vont se multiplier jusqu'au jeudi 21 juin, date à laquelle le PDG de la compagnie aérienne, Alexandre de Juniac, dévoilera en comité central d'entreprise (CCE) les mesures décidées pour augmenter la productivité et la flexibilité du personnel et censées améliorer l'efficacité économique de l'entreprise de 20 %. Il dévoilera aussi et surtout le sureffectif qu'elles engendreront et les moyens pour le résorber. Hors filiales, Air France compte 53 000 salariés. Une semaine de négociations devrait suivre ensuite pour tenter d'aboutir à un accord avec les syndicats avant le 30 juin.

Les Echos 19/06 «Le jugement en appel sur l'accident du Concorde renvoyé au 29 novembre»

(Article signé Bruno Trévidic)

Douze ans après le crash du Concorde, le 25 juillet 2000, le procès en appel s'est achevé hier à la Cour d'Appel de Versailles, à l'issue de plus de trois mois de débats. Mais il faudra toutefois attendre jusqu'au 29 novembre pour connaître le verdict définitif des magistrats, mis en délibéré.

Air Journal 19/06 «Air France : les nouveaux services pour l'été»

(Article signé François Duclos)

La compagnie aérienne Air France a rappelé les nouveaux services proposés dans les aéroports, à bord ou sur internet pour la saison d'été 2012. Dans un premier temps, la compagnie franco-néerlandaise met en avant le parcours express dans les aéroports, qui permet d'imprimer soi-même son étiquette bagage à une borne libre-service et de se rendre directement au dépose bagage "Express" dédié, sans faire la file aux comptoirs classiques. Le parcours, avec une signalétique spécifique, est disponible à Paris-Orly, CDG (2F et 2G), Bordeaux, Lyon, Bâle-Mulhouse, Nantes, Nice, Pau, Toulon et Strasbourg, en attendant sa mise en place à Biarritz, Metz, Montpellier ou Toulouse dans les prochaines semaines. Autre nouveauté, la livraison ou prise en charge des bagages à domicile en région parisienne pour les voyageurs utilisant Roissy. En vol, Air France met l'accent sur la gastronomie et le confort, avec cinq cartes disponibles à la place du menu gratuit du jour. Elle a également revisité son offre de divertissement en vol, avec une nouvelle navigation, le programme ayant été également remis à jour dans le magazine. Enfin, sur Internet, Air France proposera début juillet une nouvelle appli gratuite pour iPad, pour "inspirer le voyageur en mettant en avant les destinations et les meilleurs prix du réseau".

Les Echos 19/06 «Air France compte ouvrir le capital de Servair, sa filiale de restauration à bord»

(Article signé Bruno Trévidic et Christophe Palierse)

Après Lufthansa et sa société de catering LSG Sky Chefs, Air France envisagerait, elle aussi, d'inviter des investisseurs à la table de sa filiale de restauration à bord Servair. Selon l'agence Bloomberg, le groupe a chargé la banque d'affaires Lazard d'évaluer l'intérêt d'investisseurs potentiels pour cette filiale, qui a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 797 millions d'euros. La direction d'Air France-KLM s'est refusée à tout commentaire

France Matin 20/06 «Air France-KLM poursuit son soutien dans la recherche des carburants alternatifs durables»

KLM réalise aujourd'hui son premier vol transatlantique alimenté par du biocarburant en reliant Amsterdam à Rio en Boeing 777-200. Le vol KL705 arrivera à Rio peu avant l'ouverture de la Conférence des Nations Unies Rio+20. Le carburant, issu d'huiles de cuisson usagées, est fourni par SkyNRG, une filiale de KLM qui a pour mission d'aider à créer une chaîne de production durable pour les carburants alternatifs destinés à l'aviation. "A l'occasion de l'ouverture de la Conférence Rio+20, nous souhaitons souligner que les carburants alternatifs durables constituent l'une des pistes les plus prometteuses pour réduire les émissions liées au transport aérien" a déclaré Bertrand Lebel, Secrétaire du comité exécutif en charge de la planification stratégique Air France-KLM. "Le développement des biocarburants est une des priorités du Groupe, qui entend en explorer toute la chaîne de valeur, depuis la recherche jusqu'à la commercialisation".

Le Quotidien du tourisme 20/06 «Air France lance les plateaux repas payants»

Cet été, sur la plupart des vols long-courriers au départ de Paris-Charles de Gaulle et Paris-Orly, la compagnie propose à ses clients voyageant en classes Voyageur et Premium Voyageur de commander un des cinq menus "A la Carte" en alternative au menu du jour (qui lui reste gratuit). Au programme donc, une escapade au cœur de la gastronomie française avec les menus Tradition, "Une Sélection Lenôtre" spécialement imaginée pour Air France par la Maison Lenôtre, "une grande vague de fraîcheur" avec Océan, "un peu plus de vert dans le bleu du ciel" avec Bio et "la dolce vita" avec Italia. Les cinq menus peuvent être réservés pour un prix allant de 12 à 28 € dès la réservation du billet et jusqu'à la veille du départ sur le site d'Air France, via la rubrique "Gérer vos réservations".

Le Quotidien du tourisme 20/06 «Code share : Estonian Air signe avec Air France»

A partir du 16 juillet 2012, Estonian Air et Air France commencent une coopération en code share sur la route Paris-Tallinn. Grâce à ses six vols hebdomadaires et les 2 vols quotidiens déjà existants en code share avec KLM, les clients profiteront de connexions vers 230 destinations dans le monde entier, au départ des deux hubs Paris-Charles de Gaulle et Amsterdam Schiphol. Actuellement, Estonian Air est basée au Terminal 1. La compagnie déménagera le 16 juillet au terminal 2D de Roissy Charles de Gaulle afin de se rapprocher d'Air France. La compagnie est détenue majoritairement par l'Etat estonien et le groupe SAS à 3 % et est représentée en France par APG.

Les Echos 21/06 «Air France dévoile le volet social de son plan de la dernière chance»

La direction du groupe doit préciser aujourd'hui en comité central d'entreprise (CCE) l'ampleur de la réduction d'effectifs qu'elle entend mener afin d'atteindre les objectifs du plan Transform 2015. Elle devrait tabler sur la suppression de 5 000 postes environ (sur un effectif total de 56 586 salariés pour Air France, et de 70 307 en incluant ses filiales), dont les deux tiers dans le cadre d'un plan de départs volontaires.

Suivi de deux articles "L'issue des négociations avec les syndicats reste incertaine" et "La compagnie ouvrira jeudi prochain à Roissy-CDG son nouveau salon à 13 millions d'euros".

Les Echos 21/06 «Michel Sapin évoque le risque qu'Air France "capote"»

L'Etat actionnaire souhaite le maintien d'une grande compagnie française mondiale, estime le ministre du Travail. Pour ce faire, il "regarde ce que la direction propose" et "encourage le dialogue social". Le ministre du Travail Michel Sapin a affirmé jeudi au micro d'Europe 1 que l'Etat "encourage" le dialogue social à Air France pour que la compagnie puisse s'adapter et éviter que cette "grande société" ne "capote", un risque, évoqué, selon lui, par la direction.

La Tribune 21/06 «Les pilotes d'Air France veulent eux aussi bénéficier des aides au départ»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

L'annonce d'Air France de sa volonté de supprimer 5 122 postes d'ici à 2013 agace le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). Selon des sources internes au syndicat, ce dernier demande à ce que les pilotes bénéficient eux aussi des aides au départ "comme tout le monde", alors qu'ils sont concernés au même titre que les stewards et hôtesses par des mesures de partage du temps de travail. "Le SNPL Air France ALPA déplorerait le fait que les pilotes puissent être, une fois de plus, exclus de ce dispositif. Car nombreux sont les pilotes susceptibles de se porter candidat à une aide au départ volontaire et donc en capacité de contribuer à la résorption rapide d'un sureffectif actuellement estimé à 238 personnes. En excluant à nouveau les pilotes des aides au départ volontaire, la direction d'Air France ferait perdurer une situation injustifiée"; indique le SNPL dans un communiqué.

Les Echos 21/06 «Air France se donne l'été pour boucler son plan»

(Article signé Bruno Trévidic)

Avec l'annonce du volet social et des 5 122 suppressions de postes prévues d'ici à fin 2013, tous les éléments du plan Transform 15 d'Air France sont désormais connus. Le projet final sera officiellement soumis à la signature des syndicats lors du prochain comité central d'entreprise (CCE) du 28 juin. La Bourse l'a d'ores et déjà salué, l'action Air France-KLM terminant jeudi cinquième plus forte hausse du marché parisien, à 3,63 euros (+5,49 %). Cependant, il faudra probablement encore plusieurs semaines avant que les modalités du plan de départs volontaires, qui portera sur 3 410 équivalents temps plein (ETP) -le reste étant absorbé par le renouvellement des départs naturels -soient arrêtées.

La Tribune 21/06 «Air France promet des licenciements secs si les syndicats ne signent pas le plan d'économies»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

Après avoir annoncé ce jeudi son intention de réduire ses effectifs de 5 122 personnes sans licenciement, la direction présentera jeudi prochain le contenu des accords collectifs qui vise à augmenter l'efficacité économique de 20 % de l'entreprise. En cas de non signature des syndicats, Air France annonce d'ores et déjà qu'elle ne pourra éviter les départs non volontaires.

Air et Cosmos 21/06 «Air France reste vague sur le "pôle" régional»

(Article signé Yann Cochenec et Léo Barnier)

La toute dernière version du plan industriel et stratégique d'Air France présenté aux syndicats de la compagnie le 21 juin reste toujours vague sur les modalités du regroupement des compagnies régionales Airlinair, Brit Air et Regional. L'objectif est d'atteindre "une réduction des coûts de 15 %". Mais rien de plus sur les mesures décidées pour y parvenir. Une chose semble sûre pour l'instant : chaque compagnie gardera son siège social.

Le Point.fr 22/06 «Air France-KLM : Alexandre de Juniac gagne la première manche»

(Article signé Thierry Vigoureux)

Les premières réactions syndicales à une baisse de 5 122 emplois sur 49 301 à Air France sont relativement favorables, même si des syndicats comme la CFDT et la CFE-CGC demandent des garanties sur l'emploi jusqu'en 2015. Alexandre de Juniac, P-DG d'Air France, qui s'exprimait hier devant quelques journalistes, s'est félicité "de l'esprit de responsabilité et de sérieux remarquable des partenaires sociaux. Je ne crains pas une grève, même s'il ne faut préjuger de rien."

COMPAGNIES AERIENNES

Les Echos 18/06 «CityJet s'inquiète pour son avenir»

(Article signé Bruno Trévidic)

Oubliés du plan de restructuration d'Air France, les 1 059 salariés de CityJet attendent toujours des réponses pour leur avenir. Lors du conseil d'administration de vendredi, la direction a certes fait un geste sur la question de la fiscalité, qui avait motivé une grève de neuf jours au début du mois, mais n'a apporté aucune réponse concernant le devenir de cette compagnie régionale de droit irlandais, détenue à 100 % par Air France-KLM. Vente partielle ou totale, démantèlement, statu quo : "Toutes les options sont ouvertes", indique-t-on seulement du côté de la direction d'Air France, qui devrait rencontrer les représentants de CityJet début juillet, une fois conclue la négociation du plan Transform 15 d'Air France. Seule certitude : CityJet ne fera pas partie du futur pôle régional d'Air France, qui regroupera les filiales françaises, Regional, Brit Air et Airlinair. Son statut irlandais, qui a déjà valu à Air France une lourde condamnation pour travail dissimulé ferait obstacle à son intégration rapide dans une structure de droit français. Mais surtout, ses vols au départ du London City Airport, qui constituent 40 % de son activité, ne seraient plus en phase avec la stratégie du groupe.

Les Echos 18/06 «Japan Airlines pourrait faire son retour en Bourse le 19 septembre»

D'après le quotidien financier japonais "Nikkei", la compagnie aérienne nippone Japan Airlines (JAL), qui avait déposé le bilan début 2010, va transmettre d'ici à la fin du mois les documents nécessaires à son retour à la Bourse de Tokyo, prévu le 19 septembre. Le transporteur, qui s'est restructuré en profitant de l'aide des pouvoirs publics japonais, est redevenu une entreprise rentable, en mesure de solliciter de nouveau les actionnaires privés. JAL a dégagé un profit d'exploitation de 204,9 milliards de yens (environ 2 milliards d'euros) sur un chiffre d'affaires de 1.204,8 milliards de yens sur l'exercice 2011-2012 clos en mars.

Le Quotidien du tourisme 18/06 «SAS propose une boîte à idées sur Internet»

SAS se vante d'être "aujourd'hui la seule compagnie aérienne au monde à avoir créé un forum autonome destiné à recueillir les avis des passagers". Les passagers sont invités à partager leurs questions et commentaires sur la compagnie, et notamment sur les services qu'ils souhaiteraient voir apparaître, sur <http://mysasidea.flysas.net/>. Le but pour la compagnie est d'instaurer un dialogue permanent avec ses passagers et faire évoluer la compagnie au plus près des besoins exprimés. Des services à bord, au programme de fidélité Eurobonus, toutes les idées sont bonnes à être exprimées sur le site. Celles qui obtiendront le plus grand nombre de votes des internautes seront examinées par la compagnie afin d'en étudier la concrétisation. Près de 250 commentaires ont déjà été postés en ligne, de la proposition de nouvelles routes long-courrier à de nouvelles applications sur Smartphone, en passant par un nouvel habillage des avions.

Les Echos 19/06 «La compagnie Europe Airpost en quête d'un repreneur» (Article signé Bruno Trévidic)

Selon les informations des "Echos", le groupe irlandais ASL Aviation Groupe, qui avait racheté Europe Airpost, l'ancienne filiale de La Poste, en 2008, serait intégralement à vendre. Son PDG, Jean-François Dominiak, l'aurait annoncé lors du dernier comité d'entreprise.

Air Journal 20/06 «Aeromexico et Avianca partagent leurs codes» (Article signé François Duclos)

Depuis le 14 juin 2012, la compagnie nationale mexicaine Aeromexico et son homologue colombienne Avianca partagent leurs codes sur la route entre l'aéroport de Mexico et celui de Bogota, sur laquelle elles sont toutes deux présentes avec onze vols par semaine pour la première, trois par jour pour la seconde. Aeromexico peut désormais vendre sous code AM les vols opérés par sa partenaire entre Bogota et Armenia, Barranquilla, Bucaramanga, Cali, Carthagène, Medellin et Pereira. La compagnie de l'alliance SkyTeam se pose également à Bogota en provenance de Cancun.

La Tribune 21/06/ «En achetant des A380 et des Sukhoi, Transaero tente une diversification risquée»

(Article signé Emmanuel Grynszpan)

La deuxième compagnie aérienne russe a commandé ce jeudi quatre A380 et six Superjet-100, plus 10 autres en option. La somme du contrat est de 180 millions de dollars (prix catalogue proposé par le constructeur Sukhoi) et atteindrait 566,4 millions de dollars si les options sont réalisées. Jusqu'ici, la compagnie volait presque exclusivement avec des Boeing.

La Tribune 21/06 «British Airways en passe d'arracher le brésilien TAM à Lufthansa»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

L'annonce ce jour de l'entrée dans Star Alliance, l'alliance de Lufthansa, de trois compagnies d'Amérique latine (Avianca, Taca et Copa) semble officialiser le départ de TAM de ce regroupement pour celui de British Airways, Oneworld. La fusion entre TAM et Lan (membre de Oneworld) sera effective prochainement. Un mouvement qui pourrait pousser Lufthansa à racheter le portugais TAP Portugal, puissant sur le Brésil.

Le Quotidien du tourisme 22/06 «XL Airways prolonge son Paris-New York jusqu'au 5 novembre»

Alors que la ligne devait initialement être interrompue début septembre, XL Airways avait décidé il y a deux mois de rajouter trois rotations par semaine jusqu'à la mi-octobre. Les engagements des réservations constatés sur la période concernée ayant dépassé les prévisions initiales, la compagnie lance aujourd'hui deux nouvelles fréquences hebdomadaires, le lundi et le jeudi, qui se prolongeront jusqu'au 5 novembre. Cela permettra de répondre à la forte demande liée aux vacances d'automne, au "pont" de la Toussaint et surtout au Marathon de New York qui aura lieu le dimanche 4 novembre.

Tourmag.com 22/06 «LAN Airlines et TAM fusionnent pour créer le groupe LATAM Airlines»

LAN Airlines et TAM finalisent, vendredi 22 juin 2012, leur fusion. Elle permet la création d'un nouveau groupe de transport aérien : LATAM Airlines Group. Cette nouvelle entité proposera, dans un premier temps, des vols vers 150 destinations dans 22 pays. La transaction a été effectuée suivant l'offre de LAN aux actionnaires de TAM. Il leur était proposé d'échanger leurs actions de la seconde contre des titres de la première (sur la base de 0,9 action LAN pour un titre TAM).

LOW COST

Les Echos 20/06 «Ryanair lance une OPA sur Aer Lingus»

(Article signé Bruno Trévidic)

Ryanair a annoncé son intention de lancer une OPA de 694 millions d'euros sur Aer Lingus, afin de prendre le contrôle de son concurrent local. La compagnie à bas coûts a dit qu'elle ferait une offre en cash et proposerait 1,30 euro par action Aer Lingus. Ryanair détient déjà 29,8 % d'Aer Lingus. Une première tentative d'OPA, en 2006, avait été stoppée par les autorités européennes de la concurrence. Cette fois Ryanair explique que les conditions dans lesquelles il renouvelle son OPA sont différentes en raison de la consolidation du transport aérien de l'Union Européenne, du déclin du trafic à Dublin, qui laisse de l'espace à de nouveaux entrants et du projet du gouvernement irlandais de sa participation de 25 % dans Aer Lingus.

Les Echos 21/06 «L'offre de Ryanair accueillie froidement par Aer Lingus et le gouvernement irlandais»

La nouvelle tentative de la compagnie aérienne "low cost" Ryanair pour racheter sa compatriote Aer Lingus a été saluée par la Bourse hier mais a reçu un accueil plus mitigé de la cible elle-même et du gouvernement irlandais. Ryanair, qui détient déjà près de 30 % d'Aer Lingus, veut faire une offre (sa troisième depuis 2006) de 1,30 euro par action sur le reste du capital, qui valorise sa cible à 694 millions d'euros. L'action d'Aer Lingus a bondi de 18,22 %, pour terminer la séance à 1,10 euro. La direction d'Aer Lingus a pris note de cette "troisième offre non sollicitée", tandis que le gouvernement irlandais, qui détient encore 25 % d'Aer Lingus, est de son côté "évidemment inquiet concernant la concurrence".

Le Quotidien du tourisme 21/06 «easyJet quitte sa base de Madrid»

EasyJet va cesser à partir de l'hiver 2012/2013 de baser des avions et des équipages à l'aéroport de Madrid, indique-t-elle dans son communiqué. Elle dit "examiner une série d'options" pour les 8 appareils et les 310 salariés concernés, précisant que tous les pilotes et les membres d'équipage se verront proposer un emploi sur d'autres bases. "EasyJet espère conserver autant de personnes que possible", assure-t-elle. La compagnie va continuer d'assurer des vols avec l'Espagne, mais depuis ses autres bases.

Air Journal 22/06 «Pas de preneur pour l'OPA de Ryanair sur Aer Lingus»

(Article signé François Duclos)

La compagnie aérienne Aer Lingus a enjoint ses actionnaires à rejeter l'OPA lancée mercredi par la "low cost" Ryanair, le gouvernement irlandais trouvant de son côté l'offre trop basse.

TRANSPORT AERIEN ET AEROPORTS

Les Echos 18/06 «Première baisse du trafic en mai à Roissy et à Orly depuis décembre 2010»

Après seize mois de croissance ininterrompue, le trafic des aéroports parisiens a légèrement régressé en mai, de 0,6 % par rapport au mois de mai 2011. Au total, 7,6 millions de passagers ont été accueillis sur les plates-formes, dont 5,3 millions à Paris-Charles de Gaulle (- 0,1 %) et 2,3 millions à Paris-Orly (-1,8 %), précise Aéroports de Paris (ADP), dans un communiqué publié vendredi. La dernière baisse remonte à décembre 2010 (-1,4 %) en raison d'épisodes neigeux qui avaient paralysé une partie de la France et de l'Europe. "La tenue des élections présidentielles et la présence de jours fériés en milieu de semaine ont eu pour conséquence de bloquer une partie du trafic loisir", estime ADP. La base de comparaison est aussi défavorable, le trafic de mai 2011 ayant augmenté 4,4 %.

Déplacements Pros 18/06 «Jet Airways en négociation avec SkyTeam et Star Alliance»

En début d'année, les choix commerciaux de Jet Airways laissaient deviner que la compagnie indienne - déjà en discussion avec SkyTeam - se rapprochait également de Star Alliance. Son patron, Naresh Goyal, a confirmé à l'agence de presse indienne PTI, lors du sommet IATA de Pékin, qu'il était effectivement en négociations avec les deux alliances aériennes.

La Tribune 19/06 «Le gouvernement va-t-il renforcer le droit de grève des pilotes ?»

(Article signé Fabrice Gliszczynski)

Soutenue par le gouvernement Fillon, la loi Diard, qui encadre le droit de grève dans le transport aérien, risque-t-elle être abrogée ? Certes les élections sont passées mais le sujet n'en est pas moins sensible pour le gouvernement. Car, si la gauche s'était opposée à cette loi, estimant qu'il s'agissait d'une "atteinte au droit de grève", le texte n'en demeure pas moins populaire aux yeux d'un bon nombre de voyageurs, agacés par la multiplication des grèves des pilotes ou hôtesses ces dernières années, le plus souvent pendant les vacances scolaires. Sept syndicats du transport aérien, le puissant syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), les syndicats d'hôtesses et stewards Unac et SNPNC-FO, les fédérations CGT et FO des transports, l'Unsa et la CFDT aérien, demandent au gouvernement l'abrogation de la loi Diard sur l'application du droit de grève, qui serait, selon eux, "un signe fort de la volonté de changement de méthode".

Le Quotidien du tourisme 19/06 «L'avion du futur : les passagers rêvent de plafonds transparents»

Le comparateur de vol Skyscanner.fr a réalisé un sondage réalisé auprès de ses adhérents afin de savoir quel serait l'avion de leurs rêves. L'élément le plus demandé, avec 20 % des votes, est un couchage individuel, sous forme de capsules. Cependant, 26 % des sondés ont choisi des aménagements qui permettent de voyager sans les dérangements causés par les familles avec enfants. En effet, 18 % souhaiteraient qu'il existe des espaces séparés réservés aux enfants et 8 % voudraient des sièges anti coups de pied. En 4^e position, les voyageurs demandent des fauteuils massants, suivi d'IPad en libre accès (5 % des votes). Presque 1 sondé sur 20 souhaite que les avions soient équipés de plafonds et de sols transparents pour un vol avec vue sur le ciel. Plus surprenant, 4 % des votes concernent une section de l'appareil dédiée aux voyageurs célibataires, favorisant les rencontres et les échanges. En dernière position, se placent le cinéma en vol (3 % des votes) et le bar à cocktails (2 %).

Pros du tourisme 21/06 «Le Scara veut lancer un droit d'alerte sur le transport aérien français»

(Article signé Thierry Vigoureux)

Ce matin lors d'un point avec la presse, Laurent Magnin (XL Airways), président du Syndicat des compagnies aériennes autonomes (Scara) et Jean-François Dominiak (Europe Airpost), vice-président, ont fait part de leur inquiétude sur le transport aérien sous pavillon français. "Le premier pays touristique au monde perd un point de part de marché du transport aérien par an", soulignent-ils, pointant la mauvaise productivité des compagnies françaises, liée aux pressions fiscales et sociales propres à la France. Aussi, le Scara a-t-il l'intention de lancer un droit d'alerte auprès des pouvoirs publics en soulignant la situation menacée des 100 000 emplois du secteur. Leur interlocuteur au gouvernement sera, entre autres, Frédéric Cuvillier, ministre délégué aux Transports, spécialiste du maritime qui connaît bien la situation du pavillon français disparu sur les mers.

AERONAUTIQUE

Les Echos 18/06 «Tom Enders confirme l'installation du siège d'EADS à Toulouse au 1^{er} janvier 2013»

(Article signé Bruno Trévidic)

Lors d'un discours vendredi au siège parisien d'EADS, Tom Enders a confirmé l'installation du siège du groupe à Toulouse, ainsi que la mise en place d'une nouvelle organisation, au 1^{er} janvier 2013. Certaines fonctions centrales d'EADS et d'Airbus seront regroupées, en commençant par les ressources humaines et les finances, aujourd'hui installées à Paris pour la première et à Munich pour la seconde, mais qui n'ont déjà plus qu'un seul patron pour EADS. Le nouveau PDG d'EADS, qui devrait dévoiler fin septembre-début octobre ses grandes orientations stratégiques, a souligné qu'il comptait à terme avoir tous les directeurs du groupe autour de lui, à Toulouse.

Les Echos 22/06 «A380 : la réparation des fissures certifiée en juillet pour le Salon de Farnborough»

La solution transitoire de réparation des fissures des ailes de l'A380 devrait être approuvée mi-juillet pour le Salon de Farnborough, selon l'Agence européenne pour la sécurité aérienne (Aesa). L'avionneur devra ensuite faire approuver "en fin d'année" un nouveau processus de fabrication des pièces métalliques en équerre sur lesquelles elles sont apparues. Ces fissures, qui vont coûter au moins 260 millions d'euros à Airbus, sont sans danger, insiste l'Aesa.

CROISSANCE/CONJONCTURE/POLITIQUE ECONOMIQUE

Les Echos 19/06 «Une branche sur sept a une grille salariale qui débute sous le SMIC»

(Article signé Derek Perrotte)

Au 15 juin, 15 % des branches, regroupant aussi 15 % des salariés, ont un premier coefficient salarial inférieur au salaire minimum. Ce total risque d'être multiplié par 4 ou par 5 avec le coup de pouce à venir sur le SMIC, qui sera annoncé le 26 juin.

Les Echos 20/06 «Des territoires parviennent à maintenir une situation proche du plein-emploi»

(Article signé Philippe Moreau, Emmanuel Guimard, Didier Bonnet et Stanislas du Guerny)

Dans un paysage économique hexagonal dépressif où les fermetures d'entreprises alternent avec les plans sociaux, il existe des bassins qui tendent vers le plein-emploi, avec des taux de chômage inférieurs de moitié à la moyenne nationale, voire davantage. Dans ces territoires qui paraissent florissants, les taux en moyenne trimestrielle oscillent, sur la période de 2000 à 2010, entre 4 et 6 %, la crise ayant tout de même laissé, au cours des dernières années, quelques traces.

La Tribune 20/06 «L'intérim a transformé l'emploi en une variable d'ajustement quasi instantanée»

(Article signé Jean-Christophe Chanut)

Les dernières données de l'Insee sur l'emploi montrent à quel point cette "variable d'ajustement" agit de plus en plus en temps quasi réel, du fait surtout de l'emploi intérimaire. Ainsi, dans les services marchands, l'emploi a dégringolé de 217 000 postes en 2009 pour retrouver un solde positif de 185 000 en 2011. L'année dernière, l'industrie et la construction ont moins perdu d'emplois que les années précédentes.

Les Echos 21/06 «Pôle emploi va refondre ses services aux entreprises en privilégiant les PME»

(Article signé Leïla de Comarmond)

Le conseil d'administration de Pôle emploi examine ce matin le plan stratégique de l'opérateur à l'horizon 2015. Il prévoit une refonte totale de l'offre de services aux demandeurs d'emploi mais aussi aux entreprises. Les plus petites devraient faire l'objet d'une attention particulière.

Suivi d'un article "Nouvel accompagnement des demandeurs d'emploi : l'inconnue des moyens".

Les Echos 22/06 «Le gouvernement devrait opter pour une hausse du SMIC limitée à 2 % au 1er juillet»

(Article signé Leïla de Comarmond)

Le scénario d'une hausse d'environ 2 % du SMIC apparaît comme le plus probable. Une partie importante de ce coup de pouce (1,4 %) constituera un à-valoir sur la hausse légale du 1er janvier, à savoir le montant de l'inflation depuis la dernière revalorisation du salaire minimum.

Suivi d'un article "Le salaire minimum français se situe en haut de l'échelle européenne" (Article signé Frédéric Schaeffer).

Les Echos 22/06 «Avant de réviser la croissance, Bercy scrute à la loupe les derniers indicateurs»

(Article signé Frédéric Schaeffer)

L'activité se contracte toujours, selon les indices PMI. Le consensus des économistes ne table plus que sur une croissance de 0,3 % en 2012 et de 0,9 % en 2013. La semaine dernière, Pierre Moscovici, ouvrait la voie à une révision des prévisions de croissance de la France. Le gouvernement Fillon tablait sur 0,7 % en 2012, celui d'Ayrault sur 0,5 %. Mais la probabilité de tomber plus bas est forte. Pour déterminer où situer le curseur, les conjoncturistes de Bercy n'auront pas manqué d'examiner les indices PMI provisoires publiés hier par l'institut Markit. Considérés comme des indicateurs avancés du PIB, ces derniers signalent une contraction de l'activité en juin, mais moins forte qu'auparavant. "Si le ralentissement de la baisse d'activité du secteur privé apaise les craintes de voir la France s'enliser davantage dans le marasme économique provoqué par la crise persistante de la zone euro, l'activité globale au deuxième trimestre affiche néanmoins son plus fort taux de contraction depuis plus de trois ans", commente Jack Kennedy, économiste chez Markit.

ENTREPRISES

Les Echos 20/06 «Attractivité : la France critiquée par Londres et devancée par l'Allemagne»

(Article signé Frédéric Schaeffer)

Le Premier ministre britannique, David Cameron, se dit prêt à "dérouler le tapis rouge" pour les entreprises fuyant l'impôt en France. En 2011, la France a perdu son rang de deuxième terre d'accueil des investissements étrangers au profit de l'Allemagne, selon le baromètre Ernst & Young.

POLITIQUE SOCIALE/SOCIAL/SYNDICATS

Les Echos 19/06 «CGT : l'histoire d'un psychodrame»

(Article signé Derek Perrotte)

En poste depuis 1999, Bernard Thibault cédera son fauteuil en mars 2013. Il souhaite voir une femme lui succéder. Mais la candidature de sa favorite, Nadine Prigent, a été repoussée par les grandes fédérations, pro-Eric Aubin. Et la CGT s'enfoncé dans des querelles profondes. Retour sur les moments clefs d'un fiasco.

Les Echos 20/06 «Pour le Medef, les entreprises sont dans un "climat de survie"»

(Article signé Véronique le Billon et Frédéric Schaeffer)

La présidente du Medef a dressé hier un panorama très sombre de la situation économique des entreprises, appelant le gouvernement "à prendre la mesure des circonstances". Le climat des affaires s'est encore légèrement dégradé en juin.

Les Echos 20/06 «CGT : la commission exécutive renvoie la question de la succession à septembre»

"Après débat, la commission exécutive (CE) a décidé par consensus" que lors d'une de ses prochaines réunions de la rentrée - le 4 ou le 18 septembre -, "elle examinera le calendrier et la procédure" pour le choix "du futur ou de la future secrétaire générale de la CGT", a indiqué la centrale. Tel a été le résultat de la première journée de réunion de cette instance, qui constitue la direction élargie de la CGT. D'ici là, un groupe de travail d'une dizaine de membres piloté par Philippe Texier (UD de Côte-d'Or) a été chargé de travailler à des propositions, après l'échec de Nadine Prigent, la candidate présentée par Bernard Thibault pour lui succéder, qui a été retoquée par le parlement de la centrale le 31 mai. Les 54 membres de la CE vont évoquer aujourd'hui le document d'orientation qui sera discuté lors du 50^e congrès de la CGT, à Toulouse, en mars 2013.

ECONOMIES INTERNATIONALES

Les Echos 20/06 «Le G20 réaffirme son unité pour combattre la crise mondiale qui se profile»

(Article signé Richard Hiault)

Réunis au Mexique, les dirigeants du G20 ont affiché leur unité pour conjurer le risque d'une récession mondiale. Des engagements ont été pris pour restaurer la croissance tout en redressant les finances publiques. Reste à les mettre en œuvre.

UNION EUROPEENNE

Les Echos 18/06 «Paris formalise son plan de relance européenne à 120 milliards d'euros»

(Article signé Anne Bauer)

Dossier sur "L'avenir de la zone euro".

Le "Pacte pour la croissance en Europe" proposé la semaine dernière aux chefs d'Etat européens par François Hollande en amont du sommet des 28 et 29 juin à Bruxelles devrait coûter 120 milliards d'euros, selon un chiffre avancé hier par le "Journal du dimanche", qui a eu accès au document transmis par l'Elysée. Ces mesures "à effet immédiat" censées relancer l'économie de l'Europe, via notamment de grands chantiers (réseaux intelligents, énergies renouvelables, numérique, etc.), seraient financées par trois sources : les fonds structurels européens (55 milliards d'euros), des emprunts de la Banque européenne d'investissement sur les marchés (60 milliards) et des "project bonds", ces emprunts lancés en commun par plusieurs pays pour financer des grands projets d'infrastructures (4,5 milliards).

Suivi de deux articles "La crise de la zone euro au centre des débats du sommet du G20" (Article signé Richard Hiault) et "Les Européens prêts à tous les scénarios".